

Loi, du 27 décembre 1884, approuvant l'adjudication, prononcée en faveur du sr Lepaitre, des établissements thermaux de *Bourbonne-les-Bains* (Haute-Marne) et de *Néris* (Allier); III, 367.

DÉCRET du Président de la République, du 2 mars 1885, portant extension du périmètre de protection attribué aux — du Pavillon, des Bains et du Quai, à *Contrexéville* (Vosges); IV, 85.

— 3 juillet 1885, déclarant d'intérêt public les sources qui alimentent les boues sulfureuses de l'établissement thermal de *Saint-Amand* (Nord); IV, 249.

— 10 août 1886, déclarant d'intérêt public la source minérale dite « du Geysier n° 4 », alimentant un établissement thermal à *Meylieu-Montrond* (Loire), et attribuant à cette source un périmètre de protection; V, 274.

— 2 mai 1887, déclarant d'intérêt public les — de *Hamman-Mérouane*, commune de *Rovigo* (Algérie, département d'Alger) et leur attribuant un périmètre de protection; VI, 495.

— 13 juillet 1887, attribuant un périmètre de protection à la — dite « source Anastasie » à *Condillac* (Drôme); VI, 245.

§ II. — ARRÊTÉS MINISTÉRIELS

(AUTORISATIONS DE SOURCES)

État des sources minérales autorisées à la date du 30 juin 1888; VII, 218.

ARRÊTÉS du Ministre du commerce et de l'industrie, autorisant l'exploitation de — : 8 août

DÉCRET du Président de la République, du 28 décembre 1887, déclarant d'intérêt public les deux — dites « source de soufre » et « source d'alun » qui alimentent l'établissement thermal de *Aix-les-Bains* (Savoie); VI, 387.

— 11 avril 1888, modifiant l'article 6 du décret du 8 septembre 1856 (analyse des eaux des sources minérales); VII, 455.

Loi, du 22 décembre 1888, approuvant la concession faite, à la société Noir et C^{ie}, de l'établissement thermal de *Bourbon-l'Archambault* et des sources de *Saint-Pardoux* et de la *Trollière* (Allier); VII, 366.

DÉCRET du Président de la République, du 17 mars 1890, déclarant d'intérêt public la — dite « Yvonne », commune de *Châtel-Guyon* (Puy-de-Dôme) et lui attribuant un périmètre de protection; IX, 441.

— 18 juin 1890, attribuant un périmètre de protection à la — « Saint-Léger », à *Pougues* (Nièvre); IX, 472.

— 2 septembre 1890, déclarant d'intérêt public la — de *Vic-sur-Cère* (Cantal) et lui attribuant un périmètre de protection, IX, 399.

1888, VII, 253; 28 décembre 1888, VII, 379.

ARRÊTÉS du Ministre de l'intérieur, autorisant l'exploitation de — : 9 février 1889, VIII, 34, 7 et 26 mars 1889, VIII, 79; 25 mai

et 29 juin 1889, VIII, 200; 19 juillet et 16 août 1889, VIII, 240; 5 février 1890, IX, 12; 7 et 22 mars 1890, IX, 143; 26 juillet, 26 et 30 août 1890, IX, 321; 8 septembre 1890, IX, 445; 31 mars, 14, 17 et 29 avril 1891, X, 61; 5 juin 1891, X, 247; 24 et 26 août 1891, X, 297; 6 novembre et 11 décembre 1891, X, 383.

ARRÊTÉ du Ministre de l'intérieur autorisant le changement de — : 16 décembre 1889, VIII, 367; 8 avril 1890, IX, 143; 21 août 1890, IX, 322; 8 septembre 1890, IX, 445, 19 mars 1891, X, 61.

SIXIÈME SECTION

OBJETS DIVERS (Personnel, Écoles, etc.)

Loi, du 11 juillet 1868, relative à la création de deux caisses d'assurance: l'une en cas de décès, l'autre en cas d'accidents résultant de travaux agricoles et industriels; II, 5.

DÉCRET du Président de la République, du 10 août 1868, portant règlement d'administration publique, pour l'exécution de la loi du 11 juillet 1868 (Création de deux caisses d'assurances); II, 9.

— 3 mars 1877, déterminant la nomenclature des établissements industriels autres que les établissements insalubres ou dangereux où le travail des enfants est interdit; VII, 207.

Loi organique, du 3 juillet 1877, modifiée par la loi du 5 mars 1890, relative aux réquisitions militaires; IX, 173.

DÉCRET du Président de la République, du 2 août 1877, portant règlement d'administration pu-

blique pour l'exécution de la loi du 3 juillet 1877, sur les réquisitions militaires; IX, 188.

DÉCRET du Président de la République, du 8 septembre 1878, portant règlement d'administration publique sur la délimitation de la zone frontière et l'exécution des travaux mixtes; III, 337.

— 4 novembre 1879. (Extrait concernant la mesure de précaution à prendre en mer pour éviter les abordages); III, 306.

— 26 février 1881, complétant et modifiant la nomenclature des établissements insalubres, dangereux et incommodes; I, 254.

— 23 février 1882, modifiant le décret du 10 mai 1854 relatif aux frais et honoraires des ingénieurs et gardes-mines; I, 16.

— 22 avril 1882, rattachant aux départements ministériels

correspondants les divers services ou établissements fonctionnant en Tunisie et réglant les rapports du Résident à Tunis avec les ministres; I, 220.

DÉCRET du Président de la République, du 13 mai 1882, conférant au Gouverneur général de l'Algérie, la faculté de disposer de tout ou partie des crédits ouverts au budget des divers ministères, pour les dépenses du gouvernement général de l'Algérie; I, 190.

— 19 mai 1882, rapportant celui du 26 août 1881, et déterminant les objets sur lesquels le Gouverneur général de l'Algérie est autorisée à statuer par délégation du Ministre des travaux publics; I, 191.

ARRÊTÉ ministériel, du 7 juin 1882, réglant les conditions dans lesquelles s'exercera la faculté accordé au Gouverneur général de l'Algérie de disposer de tout ou partie des crédits ouverts au budget du Ministère des travaux publics, en vue des dépenses du Gouvernement général de l'Algérie; I, 196.

DÉCRET du Président de la République, du 21 août 1882, rendant applicable, en Algérie, la loi du 27 juillet 1880 sur les mines; I, 226.

— 9 octobre 1882, déléguant au Gouverneur général de l'Algérie le droit de statuer, dans certains cas, sur les demandes en permis de disposer des produits de recherches de mines; I, 264.

— 31 octobre 1882, relatif à l'interdiction du travail des enfants dans certains établissements insalubres, dangereux et incommodes; I, 267.

— 18 novembre 1882, relatif aux adjudications et aux marchés passés au nom de l'Etat; I, 296.

DÉCRET du Président de la République, du 30 novembre 1882, changeant la dénomination de l'École des mineurs de Saint-Etienne en celle d'École des mines de Saint-Etienne et instituant auprès de cette école un Conseil de perfectionnement; I, 303.

ARRÊTÉ ministériel, du 15 décembre 1882, réglant les conditions d'admission dans le corps des gardes-mines; I, 304.

DÉCRET du Président de la République, du 2 janvier 1883, relatif à la nomination, comme gardes-mines, des trois premiers élèves sortant annuellement des Écoles des maîtres-ouvriers mineurs d'Alais et de Douai; II, 14.

— 8 février 1883, changeant la dénomination d'École nationale des mines, en celle d'École nationale supérieure des mines; II, 26.

Loi, du 16 février 1883, relative à l'application de la loi du 9 septembre 1848 (durée des heures de travail) au travail des enfants dans les manufactures; II, 27.

— 19 juin 1883, autorisant la Société des hauts-fourneaux de Maubeuge à se transformer en société anonyme dans les termes de la loi du 24 juillet 1867; II, 259.

— 20 juin 1883, modifiant la nomenclature des établissements insalubres, dangereux et incommodes; II, 260.

ARRÊTÉ ministériel, du 25 juin 1883, relatif aux conditions d'ad-

mission des élèves externes aux cours spéciaux de l'École nationale supérieure des mines; II, 262; = aux cours préparatoires; II, 276.

DÉCRET du Président de la République, du 11 janvier 1884, augmentant les traitements des conducteurs des ponts et chaussées et des gardes-mines; III, 5.

— 30 mai 1884, modifiant l'article 6 du décret du 15 septembre 1856 relatif à l'organisation de l'École des mines de Paris; III, 46.

— 12 juillet 1884, modifiant le décret du 19 mai 1873, sur la fabrication et la vente des huiles et essences inflammables; III, 257.

ARRÊTÉ ministériel, du 4 août 1884, portant règlement de police sur l'éclairage pendant la nuit des bateaux en marche, stationnant ou échoués, des écueils ou obstacles à la navigation; III, 298.

DÉCRET du Président de la République, du 7 octobre 1884, portant concession au s^r Kramer, du petit lac salé d'Oran (Algérie); III, 356.

— 12 décembre 1884, portant modification des décrets des 16 août 1853 et 8 septembre 1878, concernant l'institution et la compétence de la Commission mixte des travaux publics; III, 362.

ARRÊTÉ ministériel, du 30 décembre 1884, fixant la répartition des voies navigables en trois catégories, au point de vue de l'éclairage, pendant la nuit, des bateaux en marche, stationnant ou échoués, des écueils ou

obstacles à la navigation; III, 384.

DÉCRET du Président de la République, du 13 janvier 1885, portant rectification de l'état descriptif n^o 2 annexé au décret du 8 septembre 1878, sur la zone frontière et les travaux mixtes; IV, 19.

— 20 mars 1885, modifiant le décret du 19 mai 1873 relatif aux conditions de fabrication, d'emmagasinement et de vente des huiles et essences inflammables; IV, 86.

— 27 mars 1885, portant organisation de l'Administration centrale du Ministère des travaux publics; IV, 73.

— 6 avril 1885, nommant M. Sadi-Carnot, député, Ministre des travaux publics, en remplacement de M. Raynal; IV, 89.

— 9 avril 1885, nommant M. Hérault, député, sous-secrétaire d'État au Ministère des travaux publics, en remplacement de M. Baïhaut; IV, 89.

— 16 avril 1885, nommant M. Demôle, sénateur, Ministre des travaux publics, en remplacement de M. Sadi-Carnot, nommé Ministre des finances; IV, 89.

— 21 avril 1885, nommant M. Hérault, sous-secrétaire d'État au Ministère des finances, en remplacement de M. Labuze; IV, 89.

— 28 décembre 1885, modifiant la limite d'âge minima fixée pour l'admission à l'École des maîtres-ouvriers mineurs d'Alais; IV, 309.

— 7 janvier 1886, nommant

M. Baihaut, député, Ministre des travaux publics, en remplacement de M. Demôle; V, 5.

DÉCRET du Président de la République, du 3 mai 1886, fixant à nouveau la nomenclature et la division en trois classes, des établissements insalubres, dangereux et incommodes; V, 163.

— 5 juin 1886, relatif aux conditions d'admission à l'École des maîtres-ouvriers mineurs d'Alais; V, 237.

— 4 novembre 1886, nommant M. Ed. Millaud, sénateur, Ministre des travaux publics, en remplacement de M. Baihaut; V, 314.

— 23 novembre 1886 (Décret du 2 août 1877, modifié par les décrets des 23 novembre 1886 et 3 juin 1890, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi sur les réquisitions militaires); IX, 189.

— 2 février 1887, déterminant les conditions à remplir par les élèves étrangers admis à suivre les cours de l'École des maîtres-ouvriers mineurs d'Alais; VI, 6.

ARRÊTÉ ministériel, du 7 mai 1887, modifiant l'article 33 du règlement du 28 mars 1831, relatif à l'École des mines de Saint-Etienne (insertion à l'*Officiel* des noms des élèves brevetés); VI, 196.

DÉCRET du Président de la République, du 30 mai 1887, nommant M. de Hérédia, député, Ministre des travaux publics, en remplacement de M. Ed. Millaud; VI, 204.

ARRÊTÉ ministériel, du 26 septembre 1887, relatif aux mode et conditions d'admission à l'École

des mines de Saint-Etienne; VI, 365.

ARRÊTÉ ministériel, du 6 décembre 1887, relatif à l'admission, à l'École des mines de Saint-Etienne, des élèves sortant de l'École polytechnique; VI, 376.

— 6 décembre 1887, relatif à la délivrance de brevets aux élèves sortants de l'École des mines de Saint-Etienne; VI, 376.

DÉCRET du Président de la République, du 12 décembre 1887, nommant M. Loubet, sénateur, Ministre des travaux publics, en remplacement de M. de Hérédia; VI, 385.

— 16 mars 1888, relatif aux examens de fin d'année des élèves des cours spéciaux et des cours préparatoires de l'École nationale supérieure des mines; VI, 61 et 62.

— 3 avril 1888, nommant M. Deluns-Montaud, député, Ministre des travaux publics, en remplacement de M. Loubet; VII, 27.

— 5 mai 1888, complétant la nomenclature des établissements insalubres, dangereux et incommodes; VII, 205.

— 14 mai 1888, complétant la nomenclature des établissements industriels où est interdit le travail des enfants; VII, 206.

— 15 juin 1888, relatif aux conditions dans lesquelles l'honorariat peut être conféré aux ingénieurs des ponts et chaussées ou des mines; VII, 209.

— 19 juin 1888, relatif à l'exonération des droits d'octroi pour les combustibles, les bois, fers

et matériaux de toutes sortes employés dans l'exploitation des mines; VII, 215.

DÉCRET du Président de la République, du 28 août 1888, nommant le conseil de perfectionnement de l'École des mines de Saint-Etienne; VII, 298.

— 3 septembre 1888, modifiant le décret, du 27 mars 1885 relatif à l'organisation de l'Administration centrale du Ministère des travaux publics; VII, 289.

— 5 janvier 1889, transférant le service de l'hygiène publique du Ministère du commerce à celui de l'intérieur (Les établissements insalubres, dangereux et incommodes, les fabriques et dépôts d'explosifs restent au Ministère du commerce); VIII, 281.

— Loi, du 25 janvier 1889, relative à l'exercice financier (Modification des délais); VIII, 7.

ARRÊTÉ ministériel, du 2 février 1889, fixant le prix de la pension à l'École des maîtres-ouvriers mineurs d'Alais; VIII, 63.

DÉCRET du Président de la République, du 22 février 1889, nommant M. Yves Guyot, député, Ministre des travaux publics, en remplacement de M. Deluns-Montaud; VIII, 26.

— 16 mai 1889, modifiant le décret du 30 novembre 1882, relatif à la composition du conseil de perfectionnement de l'École des mines de Saint-Etienne; VIII, 232.

Loi, du 22 juillet 1889, relative à la procédure devant les conseils de préfecture; IX, 400.

DÉCRET du Président de la Ré-

publique, du 18 décembre 1889, modifiant le décret du 3 septembre 1888, relatif à l'organisation de l'Administration centrale du Ministère des travaux publics; VIII, 388.

DÉCRET du Président de la République, du 18 janvier 1890, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 22 juillet 1889, sur la procédure devant les conseils de préfecture (Fixation du tarif des frais et dépenses); IX, 413.

— 22 janvier 1890, autorisant la Société anonyme des forges et fonderies de Montataire à se transformer en société anonyme dans les termes de la loi du 24 juillet 1867; IX, 6.

Loi, du 10 février 1890, modifiant l'article 5 de la loi du 7 avril 1831, relative à la composition de la Commission mixte des travaux publics; IX, 9.

DÉCISION ministérielle, du 10 février 1890, instituant, pour le service des mines, une Commission permanente des formules; IX, 9.

DÉCRET du Président de la République, du 13 février 1890, changeant le titre de gardes-mines en celui de contrôleurs des mines, et fixant le traitement de ces agents; IX, 10.

Loi, du 5 mars 1890 (Loi du 3 juillet 1877 modifiée par la loi du 5 mars 1890 sur les réquisitions militaires); IX, 173.

DÉCRET du Président de la République, du 15 mars 1890, modifiant la nomenclature des établissements insalubres, dangereux et incommodes; IX, 139.

DÉCRET du Président de la République, du 17 mars 1890, nommant M. Yves Guyot, Ministre des travaux publics (M. Yves Guyot était démissionnaire); IX, 141.

— 3 juin 1890 (Décret du 2 août 1877, modifié par les décrets des 23 novembre 1886 et 3 juin 1890, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi sur les réquisitions militaires); IX, 188.

Loi, du 2 juillet 1890, abrogeant les dispositions relatives aux livrets d'ouvriers; IX, 251.

DÉCRET du Président de la République, du 12 juillet 1890, relatif à l'emploi, en temps de guerre, des ingénieurs des ponts et chaussées et des mines, dans le service de l'intendance militaire; IX, 263.

— 18 juillet 1890, portant réorganisation de l'École nationale supérieure des mines; IX, 265 et 270.

— 18 juillet 1890, portant réorganisation de l'École des mines de Saint-Etienne; IX, 265 et 280.

— 18 juillet 1890, portant réorganisation de l'École des maîtres-ouvriers mineurs d'Alais; IX, 265 et 288.

— 18 juillet 1890, portant réorganisation de l'École des maîtres ouvriers mineurs de Douai; IX, 265 et 291.

ARRÊTÉ ministériel, du 21 juillet 1890, portant règlement intérieur pour l'École nationale supérieure des mines; IX, 292.

— 21 juillet 1890, portant règlement intérieur pour l'École

des mines de Saint-Etienne; IX, 304.

ARRÊTÉ ministériel, du 21 juillet 1890, portant règlement intérieur pour l'École des maîtres-ouvriers mineurs d'Alais; IX, 310.

DÉCRET du Président de la République, du 11 août 1890, fixant l'exercice financier auquel appartiennent les dépenses de loyer; IX, 319.

ARRÊTÉ ministériel, du 20 décembre 1890, relatif aux demandes d'admission aux cours préparatoires et aux cours spéciaux de l'École nationale supérieure des mines; IX, 527.

— 20 décembre 1890, relatif aux demandes d'admission à l'École des mines de Saint-Etienne (programme des connaissances exigées); IX, 529.

DÉCRET du Président de la République, du 10 mars 1891, autorisant la Compagnie des mines de Kef-oum-Theboul, à se transformer en société anonyme dans les conditions de la loi du 24 juillet 1867; X, 57.

DÉCISION ministérielle, du 11 mars 1890, portant approbation des nouveaux programmes d'admission aux cours préparatoires et aux cours spéciaux de l'École nationale supérieure des mines; X, 103.

Loi, du 14 mars 1891, relative à l'adoption de l'heure temps moyen de Paris, comme heure légale en France et en Algérie; X, 58.

ARRÊTÉ ministériel, du 22 mars 1891, relatif aux examens d'aptitude aux emplois de contrôleurs des mines (emplois réservés aux anciens sous-officiers); X, 98.

DÉCRET du Président de la République, du 1^{er} mai 1891, assujettissant à la vérification des poids et mesures un certain nombre de commerces, industries et professions (extrait concernant les exploitations de mines); X, 229.

Loi du 20 juillet 1891, instituant un Office du travail; X, 291.

DÉCRET du Président de la République, du 19 août 1891, portant organisation de l'Office du travail; X, 294.

II. — Circulaires.

SEPTIÈME SECTION

MINES ET CARRIÈRES

CIRCULAIRE, du 16 janvier 1882, relative aux procès-verbaux de visite des mines dressés en 1881; I, 27.

— 7 février 1882, relative au travail des redevances sur les mines pour l'exercice 1882 (produits de 1881); I, 29 et 30.

— 1^{er} mars 1882, portant envoi d'un nouveau modèle de projet d'affiche pour les demandes en concession de mines; I, 139.

— 25 avril 1882, relative à l'application des articles 11 et 13 du décret du 3 janvier 1843, en ce qui concerne les accidents survenus à l'extérieur des mines; I, 145.

— 4 mai 1882, relative à la surveillance des câbles employés

dans les exploitations de mines; I, 203.

CIRCULAIRE, du 19 juillet 1882, relative aux avis à donner, par les parquets, aux ingénieurs des mines en ce qui concerne les motifs de classement sans suite des procès-verbaux d'accidents de mines ou de carrières et de contraventions; I, 229.

— 5 septembre 1882, relative au tirage des coups de mine dans les carrières situées dans le voisinage des chemins de fer; I, 269.

— 5 octobre 1882, portant envoi du décret du 25 septembre 1882 (application de l'article 50 de la loi des 21 avril 1810-27 juillet 1880); I, 272.